

1

l'actu

Le chiffre du jour

145 500

C'est le total des manifestants qui se sont réunis hier dans toute l'Allemagne pour réclamer l'abandon du nucléaire. Les militants se sont réunis sur près de douze sites allemands, mais aussi aux abords des centrales françaises de Cattenom et de Fessenheim (Alsace). Ces rassemblements ont eu lieu dans le cadre de la 51^e édition des Marches de Pâques.

Ils l'ont dit

"La crise économique, sociale, morale, voilà l'explication."

Harlem Désir, numéro deux du PS, expliquant hier sur RTL les raisons de l'attrait de la classe ouvrière pour Marine Le Pen.

"Je suis une grande avocate de la chasse aux œufs."

Nicelle Drama, femme du président des Etats-Unis, s'adressant aux 30 000 invités de la Maison-Blanche à l'occasion de Pâques.

Ça se passe aujourd'hui

EN ESPAGNE. Pour son ultime bilan, exposé aujourd'hui à la Défenseure des enfants, Dominique Versini déploré "les reculs" et les "insuffisances" de la politique de protection de l'enfance du gouvernement. L'an prochain, sa fonction sera remplacée par un Défenseur des droits regroupant diverses institutions.

JUSTICE. Khadija Araré, mère de l'humoriste Sophia Aram, est convaincue devant le TGI de Versailles. L'ancienne adjointe municipale de Trappes est soupçonnée d'avoir fait croire à haut sans-papiers qu'elle pouvait leur obtenir des titres de séjour. Elle leur aurait ainsi soustrait 31 500 €.

ANGLETERRE. L'ancien avocat de Saddam Hussein et Slobodan Milošević, Giovanni Di Stefano, est jugé à Londres. Arrêté en Espagne en février dernier, il est poursuivi pour 18 cas de fraude, établies entre 2004 et 2009.

Giovanni Di Stefano

metr événement

Tchernobyl :

● L'accident ukrainien a montré au monde les dangers du nucléaire civil ● Depuis le drame de Fukushima, le débat sur la sécurité des centrales est relancé

26 avril 1986, 1 h 23 : le réacteur 4 de la centrale de Tchernobyl explose, libérant dans l'atmosphère une radioactivité équivalente à 200 bombes d'Hiroshima. Des milliers de liquidateurs tentent de réparer les dégâts au péril de leur santé. Les 30 kilomètres autour du site sont déclarés zone interdite. Le nuage atteint une grande partie de l'Europe. Vingt-cinq ans après, le scénario se répète. Les dirigeants venus commémo-

rer la catastrophe ont tous en tête l'accident de Fukushima, survenu le 12 mars, également classé au niveau 7. En 1986, les autorités soviétiques avaient tenté d'éteindre le drame. Mais en 2011, le monde a les yeux rivés sur le Japon. "Nous devons tirer les leçons de ces tragédies et renforcer les normes de sécurité nucléaire", a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, mercredi à Tchernobyl.

En France, l'autorité de sûreté du nucléaire doit réaliser un audit des 58 réacteurs avant fin 2011. L'Europe a aussi annoncé des "crash tests" pour vérifier la résistance des 143 installations à un séisme ou à un tsunami. Des critères jugés insuffisants. "A Tchernobyl et à Fukushima, on avait calculé des probabilités, mais pas ces événements-là. C'était inimaginable", note Benjamin Dessus, président de Global Chance, association d'experts indépendants sur les questions énergétiques. Il faut que les audits soient faits à l'échelle internationale, avec des experts étrangers et la présence d'ONG, pour apporter un autre éclairage.

Les méthodes de calcul de risques sont remises en cause. Jacques Repussard, directeur de l'Institut de radioprotection et de sûreté

"La France est une bonne candidate pour être l'hôte du prochain accident grave."

YVES MARIGNAC,
DIRECTEUR DE WISE-PARIS

nucléaire, a reconnu dans *Le Monde* que la survenue des accidents nucléaires était "vingt fois plus qu'attendu" par les études : "Avec 1 000 réacteurs installés dans le monde (il y en a aujourd'hui 450, ndlr), on risquerait un accident grave tous les dix ans, ce qui n'est pas supportable."

De plus, les risques d'accident ne se limitent pas aux centrales mais aux autres installations nucléaires (piscines de refroidissement, stockage des déchets). "Parmi les grands pays nucléaires, la France, l'Allemagne et la Corée du Sud n'ont pas connu d'accident grave. La France, qui s'apprête à prolonger la durée de vie de son parc, devient une bonne candidate pour être le pays hôte du prochain", avance Yves Marignac, directeur de Wise-Paris, agence de conseil sur le nucléaire. Un calcul de probabilité qui fait froid dans le dos.

ANNE-AËL DURAND
WWW.METROFRANCE.COM



Les cinq points noirs du nucléaire

• LES RISQUES NATURELS

Le risque sismique est fort au Japon, à l'ouest des Etats-Unis et en Inde où un EPR est en projet. "L'important, c'est l'adéquation du niveau de protection avec la géographie", indique Yves Marignac, directeur de Wise-Paris, agence de conseil sur le nucléaire. C'est vrai aussi pour les inondations. "Au Blayais, en 1999, le réacteur a été loin de subir le même tsunami qu'à Fukushima, mais pas loin d'avoir les mêmes conséquences."

• LA TECHNOLOGIE

Des réacteurs RMBK (comme Tchernobyl), sans enceintes de confinement, sont encore en service dans les pays de l'Est et en Grande-Bretagne. Il reste aussi 32 réacteurs à eau bouillante (type Fukushima).

• L'ÂGE

Les centrales anciennes, comme Fessenheim, ont été conçues avant le retour d'expérience de Three Mile Island ou Tchernobyl. Certaines des pièces usées ne



► Fessenheim, en Alsace.

peuvent être remplacées.

• L'EXPLOITATION

L'équilibre entre sécurité et rentabilité est délicat.

Avant, EDF regardait la technicité, puis la société a regardé surtout le prix, témoigne un sous-traitant. Depuis quatre ans, elle fait machine arrière : il fallait arrêter des tranches pour réparer des choses mal faites."

• LA GÉOPOLITIQUE

"La France a construit un réacteur en Irak dans les années 70, et a tenté de vendre l'EPR à la Libye", rappelle Yannick Rousselet, de Greenpeace. Autre risque enfin, le terrorisme.